

Revitalisation du système Africain de transfert de crédits (ACTS, en anglais) chemin a suivre

Rapport d'activités et feuille de route issus des résultats de HAQAA2

Ce document a été réalisé dans le cadre d'un contrat avec l'Union Européenne (HAQAA2).

Les opinions exprimées sont celles du contractant uniquement et ne représentent pas la position officielle de l'autorité contractante.

Table des matières

Contexte	4
Stratégie de revitalisation et de relance	5
Définir une feuille de route pour l'avenir	8
Phase 1: Mise à jour de l'état de l'art en Afrique sur les crédits académiques	9
Phase 2: Poursuite du lobbying pour l'ACTS au niveau régional et national.....	10
Phase 3: Piloter l'ACTS : Des EES de différents pays africains révisent un programme diplômant	11
Phase 4: Développer un programme de formation ACTS pour les EES	12
Phase 5: Piloter l'ACTS : Attribution de crédits aux programmes diplômants	12
Phase 6: Poursuite de la transposition à plus grande échelle et de la mise en œuvre.....	13
Annex I	15
AFRICAN CREDIT TRANSFER SYSTEM (ACTS) PROPOSAL	15
Annex II	25
Minutes of ACTS Launch Workshops for HAQAA2	25
ANNEX III	31
Minutes of ACTS National Workshop: Ethiopia	31
ANNEX IV	33
Agenda of ACTS National Workshop: Mozambique	33
Minutes of ACTS National Workshop: Ghana	35

Contexte

La vision de l'Union africaine, qui consiste à construire un continent intégré, nécessite des systèmes éducatifs harmonisés, où la mobilité intra-africaine et la portabilité des compétences sont des éléments clés de sa réalisation. Les HAQAA1/2 ont largement contribué à la réalisation du « Cadre panafricain d'assurance qualité et d'accréditation » (PAQAF, en anglais), qui met l'enseignement supérieur africain au service de la vision africaine de l'intégration. Le PAQAF fournit des cadres et des outils au niveau continental pour un langage commun dans l'assurance qualité en Afrique et la reconnaissance mutuelle des qualifications académiques. HAQAA2, en plus de faire progresser un langage commun pour l'assurance qualité (AQ) à travers le continent, a répondu au fait qu'un outil important du PAQAF - le Système africain de transfert de crédits (ACTS) - est en attente d'approbation politique et de mise en œuvre. Cet instrument permettra à terme de rendre les systèmes d'enseignement supérieur plus lisibles, en complétant les efforts en faveur de normes d'AQ communes et du développement du Cadre continental africain des qualifications (ACQF, en anglais). Il peut également constituer un outil puissant pour aider les systèmes et les établissements d'enseignement supérieur (EES) à repenser la manière dont l'apprentissage est structuré, en l'orientant vers une approche fondée sur les résultats d'apprentissage et en définissant le concept de la charge de travail de l'étudiant qui englobe les heures de contact et les heures hors classe.

Une définition politique d'un système africain de transfert de crédits (ACTS) a été élaborée en 2018 par un groupe d'organismes nationaux et régionaux¹ dirigé par la Commission Européenne (CE) et la Commission de l'Union Africaine (CUA) dans le cadre du projet « Tuning Africa ». Le processus a suivi trois étapes : Premièrement, des informations sur l'état de l'architecture des crédits dans 35 pays africains ont été collectées. Ensuite, une recherche scientifique a été menée, sur la base d'une vaste enquête axée sur l'estimation de la charge de travail des étudiants africains, du point de vue des universitaires et des étudiants. Enfin, un rapport général a été élaboré², avec de fortes recommandations :

- i. Il est impératif d'avoir un accord commun sur la définition et sur la valeur d'un crédit dans les systèmes d'enseignement supérieur africains afin de promouvoir la transférabilité et la comparabilité qui constituent les clés pour harmoniser l'espace de l'enseignement supérieur africain et promouvoir la mobilité.
- ii. Il est nécessaire de parvenir à un consensus sur la charge de travail d'une unité de crédit. La tendance générale est que 60 crédits sont équivalents à la charge de travail d'un étudiant à temps plein pendant une année universitaire. Nous recommandons donc d'adopter cette tendance internationale répandue de 60 crédits pour l'Afrique.

1. Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur (CAMES), Autorité nationale pour l'assurance qualité et l'accréditation dans l'éducation (NAQAAE), Chambre de commerce éthiopienne et associations sectorielles (ECCSA), All-Africa Students Union (AASU), Erasmus Mundus Students and Alumni Association (EMA), African Council For Distance Education (ACDE), Pan African University (PAU), Association of Arab Universities (AARU), National Council for Assessment and Quality Assurance of Higher Education (CNAQ), Le Réseau africain d'assurance qualité (AfriQAN), l'Association des universités d'Afrique de l'Ouest (AUAO), la Commission de la CEDEAO à Abuja, l'Autorité nationale pour l'assurance qualité (NAQA-Sud), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), l'Association régionale des universités d'Afrique australe (SARUA), le Conseil interuniversitaire d'Afrique de l'Est (IUCEA), le Fórum da Gestao do Ensino Superior nos Países e Regiões de Língua Portuguesa (FORGES) et l'Association africaine des universités (AUA).

³ 5266 étudiants et 571 universitaires de 123 universités africaines ont été interrogés.

2. Annex I: Version courte de la proposition de système africain de transfert de crédits 2018.

- iii. Il est nécessaire de parvenir à un consensus sur le nombre d'unités de crédit pour chaque année et pour les différents programmes, c'est-à-dire la licence, la maîtrise et le doctorat.
- iv. Il est nécessaire de parvenir à un consensus sur la charge de travail des étudiants sur une période d'un an, qui se situe entre 1 350 et 1 800 heures. Nous recommandons donc d'adopter une charge de travail comprise entre 1 350 et 1 800 heures pour l'Afrique, ce qui correspond bien aux normes internationales.
- v. Il est nécessaire de mettre en place un système de crédit continental harmonisé qui équilibre les différents systèmes qui existent sur le continent au niveau des pays anglophones, francophones et lusophones.

Bien que la proposition ait été intensivement discutée et approuvée dans le cadre du projet Tuning Africa II, elle n'a finalement pas été validée et rendue visible dans les sphères naturelles de l'enseignement supérieur africain (associations, ministères, universités, etc.). Depuis 2018, aucune activité de suivi concrète n'a été identifiée en lien avec le système africain de transfert de crédits.

Stratégie de revitalisation et de relance

Dans le cadre de HAQAA2, une stratégie de relance de l'ACTS a été proposée, avec deux objectifs:

- a. promouvoir le dialogue régional sur l'importance de l'ACTS pour la mobilité internationale, la reconnaissance académique et aussi la reconceptualisation de l'enseignement et de l'apprentissage, avec une identification claire des principaux défis pour sa mise en œuvre et également des propositions pour son avancement;
- b. définir les principales étapes à suivre au niveau national, régional et continental pour valider l'ACTS, l'adopter éventuellement et promouvoir davantage son application.

Pour atteindre ces objectifs, un groupe de travail sur le système africain de transfert de crédits (ACTS-TF) a été créé et dirigé par OBREAL Global, en partenariat avec l'AUA et le DAAD (membres de l'équipe de mise en œuvre de HAQAA2).

L'ACTS-TF était composé de 6 membres :

- Olusola Oyewole (Secrétaire général de l'AUA)
- Damtew Teferra (Directeur de la recherche et des programmes de l'AUA)
- Christoph Hansert (Chef de département du DAAD)
- Hortense Atta Diallo (Vice-recteur de l'Université Nangui Abrogoua - Côte d'Ivoire)
- Ana Maria Nhampule (vice-recteur de l'Universidade Joaquim Chissano - Mozambique)
- Pablo Beneitone (expert en enseignement supérieur d'OBREAL Global)

Le point de départ de la stratégie de relance était la nécessité de rappeler les décisions prises et le consensus généré dans le cadre de Tuning Africa en 2018 en ce qui concerne la manière dont l'ACTS devait être défini et compris. Afin de promouvoir le dialogue régional à cet effet et de recevoir les commentaires des parties prenantes, diverses activités ont été développées. Il convient de noter que, malgré le fait que ces activités n'étaient pas prévues dans le cahier des charges initial de HAQAA2, l'équipe de mise en œuvre de HAQAA2, avec

le consensus et le soutien de la CE et de la CUA, les a néanmoins introduites, dans le but de faire de HAQAA une initiative plus complète pour soutenir l'harmonisation et l'intégration de l'enseignement supérieur.

La stratégie de relance comprenait des activités à différents niveaux, avec différents groupes/audiences cibles et formats.

- Au niveau régional: d'une part, les associations impliquées dans ACTS-TF, et d'autre part, avec d'autres organismes régionaux qui ne sont pas formellement inclus mais qui ont été impliqués par l'OBREAL et l'AAU.
- Au niveau national: les ministères de l'enseignement (supérieur), les agences d'accréditation, les associations d'universités, etc.
- Au niveau universitaire: les universités de certains pays qui sont des acteurs clé de leurs systèmes nationaux d'enseignement supérieur.

En relation avec les groupes cibles:

- Autorités, décideurs, conseillers politiques, conseillers techniques, aux 3 différents niveaux expliqués ci-dessus
- Les universitaires qui mettront en œuvre l'ACTS à l'avenir.
- Les étudiants qui devraient être les «utilisateurs» potentiels de l'ACTS, par le biais d'associations d'étudiants telles que le Forum des anciens étudiants africains et l'Union panafricaine des étudiants.

Les activités ont été réalisées de différentes manières (virtuelles, hybrides, physiques), en profitant des activités de l'HAQAA, telles que les réunions du conseil consultatif, la conférence finale et les événements des principales organisations de parties prenantes comme EAQAN et AfriQAN. En général, le format suivant a été adopté:

- Sessions synchrones d'information sur l'ACTS (en face à face ou virtuelles), d'une demi-journée ou d'une journée complète, avec des ateliers interactifs, afin de recueillir les commentaires des participants sur leurs systèmes de crédit actuels, leurs procédures de reconnaissance et la façon dont cela se rapporte à l'ACTS.

Au cours de l'année 2022, les activités suivantes ont été développées :

- **4 ateliers sur la reconnaissance nationale et l'ACTS³:**
 - Abidjan, 8 - 9 juin 2022 (en anglais et français)
 - Addis Abeba, 5 octobre 2022 (tenu en anglais)
 - Maputo, 27 octobre 2022 (tenu en portugais)
 - Accra, 6 décembre 2022 (tenu en anglais et français)

Les événements avaient différentes portées et divers publics cibles (organismes régionaux, ministères de l'enseignement supérieur, agences d'accréditation, associations d'universités, etc.) et impliquaient

3. Annex II: Procès-verbal et ordre du jour des ateliers de reconnaissance

différentes parties prenantes (autorités, décideurs, conseillers politiques, conseillers techniques, universitaires). Plus de 100 participants ont assisté et contribué à la discussion sur la future mise en œuvre de l'ACTS dans différents contextes.

- **Sessions/panels d'information/panels sur l'ACTS dans différentes conférences/séminaires internationaux ou événements régionaux et nationaux** : 11th Forum annuel sur l'assurance qualité de l'enseignement supérieur en Afrique de l'Est, septembre 2022 - Dar-Es-Salaam, Tanzanie ; conférence du Réseau africain d'assurance qualité, octobre 2022 - Maputo, Mozambique ; réunions générales de l'HAQAA2 ; etc. Plus de 250 participants y ont assisté et ont donné leur avis sur leurs systèmes de crédits actuels, leurs procédures de reconnaissance nationale et la manière dont cela se rattacherait à ACTS.
- **Consultation du conseil consultatif HAQAA2**, représentant les principaux réseaux d'AQ et associations universitaires du continent.

Ces réunions ont permis d'identifier un certain nombre d'aspects qui soulignent l'importance de l'ACTS pour le contexte africain, ainsi que les domaines suivants sur lesquels il convient de se concentrer à l'avenir :

- Faciliter la reconnaissance et la mobilité des étudiants dans les pays et entre les universités, au niveau national et aussi international ;
- Promouvoir des parcours d'apprentissage flexibles grâce à des systèmes de crédits et à la conception de cours basés sur les résultats d'apprentissage ;
- Introduire, dans différents contextes, le langage des résultats d'apprentissage et de la charge de travail de l'étudiant et veiller à ce qu'ils soient compris par les universitaires, les directions des universités et les décideurs politiques ;
- Relier les discussions de l'ACTS avec celles des cadres de qualification (NQF, cadres régionaux et l'ACQF).
- Faciliter la mise en œuvre des programmes d'études fondés sur les compétences dans leur conception et la pratique, et encourager et connecter les réseaux universitaires qui travaillent sur ces questions.
- Améliorer la transparence et la comparabilité des programmes d'études, des périodes d'études et des qualifications en reliant l'ACTS aux discussions politiques sur la Convention d'Addis-Abeba et aux principaux programmes et initiatives de mobilité intra-africaine.

Un deuxième résultat des ateliers et des consultations concernait les principaux obstacles identifiés pour une future mise en œuvre de l'ACTS dans le contexte africain :

- Manque de sensibilisation à l'ACTS (et à l'importance d'un système de crédit) et à la façon dont les processus connexes sont reliés (AQ, stratégie de gouvernance, manque de partage de l'information) ;
- Manque de capacité à concevoir des programmes d'études dans le cadre d'approches centrées sur l'étudiant (résultats d'apprentissage) ;
- Difficulté à changer les comportements au niveau institutionnel, du point de vue des enseignants et des étudiants ;
- Variété des mécanismes réglementaires au niveau national et rigidité des processus d'accréditation
- Non-alignement avec les principales initiatives régionales : STISA 24, Vision 2063, Convention d'Addis-Abeba (non ratifiée par de nombreux États membres de l'Union africaine), Convention

mondiale et confusion possible concernant les systèmes de crédit régionaux existants qui ont été approuvés (CATS, dans la SADC).

Face à ces difficultés, les groupes ont discuté des actions à mettre en œuvre pour faire avancer l'adoption de l'ACTS dans le contexte africain. Les propositions suivantes ont été formulées:

- Rechercher des synergies entre les différentes initiatives existantes, y compris celles au niveau régional, et travailler en étroite collaboration avec les parties prenantes régionales si nécessaire ;
- Ratification des conventions globale et d'Addis Ababa qui sont toujours dans les processus dans la plupart des pays africains
- Mener des campagnes d'information aux niveaux sous-régional, national et institutionnel sur les avantages de l'ACTS et ses différentes implications.
- Faire avancer un projet pilote universitaire dans un échantillon de pays africains et encourager la création d'une équipe de projet au niveau institutionnel pour travailler collectivement sur cette question ;
- Renforcer le rôle des organismes régionaux dans la promotion de l'ACTS
- Organiser des ateliers interrégionaux pour s'assurer de la compréhension entre les régions et partager les pratiques.
- Faciliter le dialogue interrégional sur l'ACTS, avec l'Europe/l'EEES et des systèmes comme l'ASEAN, qui dispose d'un système de crédit ASEAN.
- Mener des campagnes de sensibilisation pour faire évoluer les mentalités auprès des acteurs clés (étudiants et professeurs).
- Faites participer les agences nationales de réglementation et les universités à la discussion, ensemble.

Il a été conclu dans tous les ateliers que le travail entourant l'ACTS pourrait être une bonne occasion d'avoir une politique et une directive claires sur les crédits dans les pays et les régions. En outre, cela pourrait aider à remettre en évidence l'objectif et les avantages d'un système de crédits basé sur les résultats d'apprentissage et la charge de travail des étudiants.

Les informations recueillies ont été très pertinentes pour l'élaboration d'une stratégie future pour la mise en œuvre de l'ACTS à l'échelle continentale et constituent la base de la proposition de feuille de route suivante.

Définir une feuille de route pour l'avenir

L'objectif principal de cette feuille de route est de guider la mise en œuvre de l'ACTS en Afrique à l'avenir.

Cette proposition de feuille de route inclut les réflexions recueillies lors des événements précédemment mentionnés sur:

- la faisabilité de la poursuite de la mise en œuvre de l'ACTS et les obstacles potentiels au niveau national.
- comment aborder dans le futur l'adoption des ACTS au niveau national, régional et continental

La Task Force ACTS a systématisé les informations et défini deux objectifs principaux:

1. accroître la participation au débat sur l'ACTS et la sensibilisation à son importance pour la mobilité, la reconnaissance et la réforme de l'enseignement et de l'apprentissage
2. aller au-delà d'une adoption et d'une mise en œuvre complètes.

À cette fin, il a été jugé pertinent d'intégrer **le travail initié par les deux projets de Tuning Africa** sur le Système africain de transfert de crédits (ACTS), **ainsi que le travail effectué dans HAQAA2**, notamment en ce qui concerne les actions visant à revitaliser la discussion sur les crédits universitaires. En outre, l'importance de la portée continentale est soulignée. En plus de la sensibilisation politique et du lobbying, l'ACTS devrait être développé et piloté dans les établissements d'enseignement supérieur **des cinq régions africaines**.

Étant donné la complexité et la pertinence de cette question, il est suggéré que les prochaines phases de promotion et de mise en œuvre de l'ACTS se déroulent de manière coordonnée, sous la direction d'une équipe d'experts ACTS. Cette équipe devrait idéalement être composée d'experts qui ont été impliqués dans les activités de revitalisation de HAQAA2 et qui connaissent bien la proposition ACTS. Il est également essentiel que les experts incluent une représentation des 4 langues (anglais, français, portugais et arabe) et un équilibre entre les sexes. L'AUA, en coopération avec son partenaire OBREAL Global, a exprimé sa volonté de continuer à diriger l'équipe d'experts ACTS à l'avenir et de l'articuler étroitement avec les principales parties prenantes et organisations régionales.

Afin d'atteindre ces deux objectifs, une série d'activités sont proposées et organisées en 6 phases:

- Phase 1: Mise à jour de l'état de l'art en Afrique des crédits académiques
- Phase 2: Poursuite du lobbying en faveur de l'ACTS au niveau régional et national
- Phase 3: Pilotage de l'ACTS (1) : Des EES de différents pays africains révisent un programme de diplôme
- Phase 4: Développement du programme de formation ACTS pour les EES
- Phase 5 : Pilotage de l'ACTS (2) : Attribution de crédits aux programmes diplômants
- Phase 6 : Poursuite de la transposition à plus grande échelle et de la mise en œuvre

Phase 1: Mise à jour de l'état de l'art en Afrique sur les crédits académiques

Cette phase serait essentielle pour fournir un état des lieux actualisé concernant les systèmes de crédit au niveau national et régional, une étude qui a été réalisée sous Tuning en 2017/18 mais qui nécessite une mise à jour. Cela permettrait d'élargir le débat à l'échelle continentale et de recueillir des informations sur les évolutions et dynamiques actuelles, ainsi que sur la diversité des approches de la reconnaissance et du crédit dans les différents systèmes en Afrique. Cela pourrait se faire par une enquête en ligne, menée auprès des autorités des pays, avec le soutien des parties prenantes régionales. L'enquête devrait recueillir des données sur deux dimensions:

Les pays qui disposent déjà d'un système de crédit au niveau national doivent être interrogés sur les questions suivantes:

- Degré d'optionalité/électivité/choix/flexibilité des programmes d'études
- Les résultats d'apprentissage sont-ils introduits dans la définition des programmes diplômants?

- Les programmes d'études font-ils la distinction entre les compétences spécifiques et les aptitudes/compétences transversales?
- Depuis quand le système de crédit est-il en place?
- La charge de travail: Comment le crédit est-il mesuré? (heures de contact? heures de contact et travail indépendant ? autres ?) ; Combien de crédits par an un programme diplômant comporte-t-il ? Comment les crédits sont-ils attribués à un programme diplômant?

Les pays qui ne disposent pas d'un système de crédit doivent faire l'objet d'une enquête

- Degré d'optionalité/électivité/choix/flexibilité des programmes d'études
- Les résultats d'apprentissage sont-ils introduits dans la définition des programmes diplômants?
- Les programmes d'études font-ils la distinction entre les compétences spécifiques et les aptitudes/compétences transversales?
- Existe-t-il des plans pour développer un système de crédits? Comment les périodes d'études partielles sont-elles reconnues à la fois entre les universités de votre pays et entre ces universités et celles d'autres pays ?

La recherche devrait également tenir compte des propositions existantes des systèmes de crédit au niveau régional (par exemple l'IUCEA et la SADC) et interroger les autorités concernées.

Phase 2: Poursuite du lobbying pour l'ACTS au niveau régional et national

L'adhésion nationale est essentielle, car l'ACTS peut impliquer d'importants changements législatifs. L'expérience passée dans le cadre de Tuning a montré qu'il est important d'effectuer des visites et des réunions physiques pour maximiser le contact avec les fonctionnaires et les autorités publiques dans des pays spécifiques, établir la confiance et mieux évaluer le contexte national et la dynamique politique. Cette phase permettrait de valider l'état de l'architecture et serait également un moyen de recevoir un retour d'informations qualitatives des pays et des régions et de faire pression de manière très personnalisée et spécifique à chaque pays pour l'adoption et la mise en œuvre de l'ACTS. Des ateliers régionaux, ainsi que des visites de pays/interviews d'autorités publiques et de parties prenantes devraient être organisés.

Les questions à explorer pourraient être les suivantes:

- Comment l'ACTS s'articulerait-il avec les systèmes de crédit existants (régionaux ou nationaux)?
- Qu'est-ce qui serait nécessaire pour mettre en œuvre l'ACTS au niveau national (décisions politiques, nouvelles réglementations, formation, etc.)?
- Identification des actions clés pour la poursuite de la mise en œuvre.
- Comment l'alignement sur l'ACTS pourrait-il avoir un impact sur les procédures d'assurance qualité au niveau institutionnel ou national?

Grâce à ces informations, des recommandations peuvent être formulées sur les scénarios possibles de mise en œuvre de l'ACTS au niveau national et régional, ainsi qu'une évaluation des risques et des opportunités.

Phase 3: Piloter l'ACTS : Des EES de différents pays africains révisent un programme diplômant

Étant donné que l'ACTS doit être transformateur au niveau des universités en plus d'inspirer des changements législatifs dans les pays, il est proposé de mener un pilote ACTS suivant une sélection d'universités des cinq régions africaines. Ces universités devraient avoir des missions différentes et représenter la diversité du secteur. Elles devraient provenir de pays aux traditions différentes et en 4 langues (anglais, français, portugais et arabe).

Les universités sélectionnées pour le projet pilote doivent nommer une équipe de travail (**équipe institutionnelle ACTS**), réunir des professeurs, des membres du personnel administratif et des étudiants afin de promouvoir la collaboration institutionnelle sur les crédits et créer/renforcer la culture du travail collaboratif sur la reconnaissance.

Comme point de départ, chaque établissement sélectionnerait un **programme diplômant pour la mise en œuvre de l'ACTS**, qui serait révisé et aligné sur l'ACTS. Ce processus devrait:

- Inclure les différents acteurs institutionnels dans la révision des programmes diplômants sur la base de l'analyse des données collectées par le biais de différents outils de mesure de la charge de travail totale des étudiants ;
- Faire participer le corps enseignant et les étudiants à la collecte de données sur la charge de travail totale des étudiants; identifier les outils et les modèles permettant d'obtenir et d'analyser ces données - outils et modalités qui fonctionnent le mieux dans des contextes particuliers; discuter, comparer et analyser les données sur la charge de travail totale des étudiants ;
- Impliquez les autorités institutionnelles dans une réflexion commune sur les résultats et sur la manière dont l'apprentissage peut être utilisé pour améliorer la conception et la planification des programmes d'études.

Si ces processus sont déjà en place à l'université, l'équipe institutionnelle ACTS devra:

- se concentrer sur l'amélioration des mécanismes actuels de mesure de la charge de travail totale des étudiants;
- examiner les pratiques des établissements pour s'assurer que les données recueillies sur la charge de travail réelle des étudiants sont utilisées pour améliorer la qualité et la reconnaissance des programmes diplômants
- partager les leçons apprises avec d'autres équipes institutionnelles ACTS au niveau national sur la meilleure façon d'installer la culture de la mesure de la charge de travail totale de l'étudiant comme partie intégrante de la conception du programme d'études.

Au niveau de chaque université, cela pourrait contribuer à un débat à l'échelle de l'université pour promouvoir l'utilisation de la charge de travail totale de l'étudiant comme base d'un système de reconnaissance et d'amélioration de la qualité ainsi que de l'attribution de crédits académiques. Elle peut également stimuler une discussion générale sur les résultats de l'apprentissage et la façon dont l'apprentissage est conceptualisé.

Phase 4: Développer un programme de formation ACTS pour les EES

Afin d'accompagner le processus pilote et d'aider les universités sélectionnées à mieux comprendre les changements structurels et culturels qu'implique l'introduction d'un système de crédits basé sur les résultats d'apprentissage, un programme de formation virtuel pourrait être préparé et lancé une fois que les équipes institutionnelles ACTS seront en place. Ce programme devrait idéalement aborder les points suivants:

- a. L'approche centrée sur l'étudiant ;
- b. Conception du programme d'études;
- c. Raison d'être des crédits;
- d. Analyser la charge de travail des étudiants ;
- e. Les résultats de l'apprentissage: Définition et évaluation.

Le programme de formation peut offrir des ressources importantes et des études de cas sur les questions ci-dessus, et être utilisé au-delà du pilote, plus largement en Afrique. Il peut créer une communauté d'apprentissage et de pratique liée à l'ACTS. Les principales organisations et parties prenantes régionales devraient être engagées dans son développement, et il devrait chercher à bénéficier de l'expertise d'autres régions ayant une expérience des systèmes de crédit, comme l'Europe et l'ASEAN.

Phase 5: Piloter l'ACTS : Attribution de crédits aux programmes diplômants

Une autre étape du pilote portera sur l'attribution de crédits au programme diplômant qui a été sélectionné. Il faut demander à chaque équipe institutionnelle ACTS d'appliquer un outil d'estimation de la charge de travail des étudiants au programme d'études qu'elle a sélectionné (Desk Estimation). Cette estimation de la charge de travail totale de l'étudiant faite par l'équipe institutionnelle ACTS est la première approximation et source d'information sur la charge de travail réelle de l'étudiant. Il est nécessaire de disposer de ces données théoriques comme point de départ pour comparer et vérifier ultérieurement avec les perceptions des différents acteurs sur ce qui se passe réellement dans les matières et le programme diplômant dans son ensemble.

L'estimation:

- fournit une première approximation de l'équipe institutionnelle ACTS de la charge de travail totale attendue des étudiants pour un programme diplômant - ce que les étudiants sont censés consacrer à leur apprentissage au total;
- fournit une estimation globale : tant d'heures au total par composante du programme diplômant ; on essaie de penser aux différents types d'activités que les étudiants réalisent dans chaque matière/cours, mais on n'indique pas combien d'heures les étudiants devraient consacrer à chaque type d'activité, mais on arrive à un seul chiffre pour l'ensemble;
- et enfin, ceci est un point de départ, l'estimation de la charge de travail des étudiants est cruciale lorsque vous voulez installer la culture de la mesure de la charge de travail totale des étudiants comme partie intégrante de la conception du programme d'études, parce que cette estimation invite à considérer le temps que les étudiants passent à apprendre, également au-delà des heures de contact et pas seulement lorsqu'ils sont physiquement en classe (ou en synchronisation avec les professeurs).

Dans l'ensemble, il est également suggéré que le pilote fournisse les moyens :

- de la mise en réseau des universités au niveau national et avec les autorités publiques, ainsi qu'au niveau régional et continental (partage des résultats, information des politiques publiques par l'expérience).
- d'offrir aux universités un espace de réflexion sur la manière de reproduire le projet pilote au niveau d'autres programmes diplômants.
- d'encourager le dialogue entre l'université, le ministère et l'agence nationale d'assurance qualité, afin de stimuler le processus de changement législatif lié aux crédits.

Phase 6: Poursuite de la transposition à plus grande échelle et de la mise en œuvre

La pérennité des enseignements tirés de la mise en œuvre pilote devrait reposer sur deux piliers:

- a. l'identification des ambassadeurs ACTS et
- b. l'élaboration du Guide de l'utilisateur ACTS

Les membres des équipes institutionnelles ACTS qui ont suivi ce processus seront invités à devenir Ambassadeurs ACTS. La possibilité de devenir un Ambassadeur ACTS devrait donner à chaque individu la confiance nécessaire pour continuer à être le fer de lance de l'ACTS au niveau continental. Ils peuvent être liés ou intégrés au réseau des ambassadeurs HAQAA.

Un ambassadeur ACTS devrait être capable :

- d'expliquer la dynamique générale de l'intégration de l'enseignement supérieur, le PAQAF pour l'Afrique et le rôle des systèmes de crédit.
- d'expliquer aux autres professeurs et aux étudiants pourquoi la mesure de la charge de travail totale des étudiants est importante afin de:
- de faciliter la reconnaissance de programmes entiers et de périodes d'études au niveau interinstitutionnel et international et,
- d'améliorer la qualité des programmes diplômants grâce à une plus grande cohérence entre l'estimation du temps théorique et le temps réel dont les étudiants ont besoin pour achever le programme diplômant.
- de comprendre les différents outils et approches permettant d'estimer la charge de travail complète des étudiants.
- d'analyser les résultats des estimations de la charge de travail des étudiants afin:
- d'identifier les éventuelles incohérences entre la charge de travail réelle des étudiants et celle prévue dans la phase de conception de la matière et du programme d'études et;
- de prendre des décisions fondées sur des données pour procéder à la reconnaissance interinstitutionnelle et internationale de programmes d'études et/ou de périodes d'études entières.
- d'impliquer d'autres acteurs institutionnels dans la révision des programmes diplômants sur la base de l'analyse des données collectées par le biais de différents outils de mesure de la charge de travail totale des étudiants.
- contribuer au débat au niveau institutionnel pour promouvoir l'utilisation de la charge de travail totale de l'étudiant comme base pour la conception et la mise en œuvre de

programmes d'études plus réalistes en termes de durée réelle, et conformes aux systèmes de reconnaissance académique mondiaux.

Le Guide de l'utilisateur de l'ACTS devrait rassembler les bonnes pratiques apprises lors de la mise en œuvre de l'ACTS dans différents contextes institutionnels.

Cette feuille de route englobe ce qui pourrait être un contenu de projet, mais des efforts soutenus sont nécessaires à tous les niveaux pour que l'ACTS prenne racine dans les politiques et les pratiques institutionnelles africaines. L'engagement des principales organisations parties prenantes de l'enseignement supérieur dans le processus est donc essentiel pour l'adhésion et l'investissement à long terme.

Annex I

AFRICAN CREDIT TRANSFER SYSTEM (ACTS⁴) PROPOSAL

1. Introduction

The vision of African Union, to build an integrated continent, requires a harmonised education system, where intra-Africa mobility and skills portability are key elements in its realization. Harmonized education and training systems are essential for effective implementation of the Continental Education Strategy for Africa (CESA) and Agenda 2063. Harmonisation is an instrument for enabling African higher education to contribute to and be aligned with the African vision of integration. The African Union Commission therefore developed a framework for harmonisation of higher education in Africa to facilitate the mutual recognition of academic qualifications.

There are increasing efforts “in Africa toward “harmonisation of higher education” since the diverse systems of higher education have resulted in the lack of recognition of university degrees constraining academic integration and the mobility of students across the continent. The implementation of the Harmonisation Strategy involves, among others, the drafting of a Proposal for a Credit System for Africa to further advance student mobility and contribute to harmonization process.

It is imperative to develop a common measure of student workload in terms of credit hours so that it is possible to harmonize the range of credits and compare programmes in different countries. A vital instrument to facilitate comparability of qualifications is the development of an agreed credit transfer system. Study programmes and periods of learning will be more comparable and compatible by making use of credit transfer system. A common credit transfer system that can be recognized and transferred at national, regional, and continental levels is paramount in advancing the harmonization of the higher education systems in Africa.

2. Credit System: The Concept

The concept of credit system appeared in the United States at the end of the 19th century. In 1872, Harvard University replaced the system of the classical fixed curriculum with an increasingly wide choice of courses for students. Starting with electives only for senior students by 1884, the university offered almost complete freedom of choice to all students and shifted in the 1890s to measuring progress towards a degree on the basis of the accumulation of individual courses rather than completing a total course of study. Other universities and colleges quickly followed the Harvard model. The credit system thus emerged as a result of electives.

Towards the end of the 19th century and into the early 20th century, it became increasingly common for colleges and universities to list the number of credits offered for each course in their catalogues; the number being determined by the hours of classroom and laboratory work devoted to the course per week. Degree requirements were stated in terms of numbers of required credits as well as in course distribution. Also in the early 1900s, the credit system extended beyond undergraduate study to include postgraduate programmes.

4. Elaborated on behalf of the African Union Commission and European Commission within the Framework of Tuning Africa-II Project (2015-2018). The document was elaborated with data collected till 2018.

The system in the United States remains to be based on a fixed number of teaching hours per unit which, in principle, doesn't cover thesis or work placements, among others. It is based on a teacher-driven concept used to organize the loads of a teacher. College students generally receive credit hours based on the number of "contact hours" per week in class, for one term. Credit system was not designed for covering contemporary educational discourses and pedagogical approaches such as experiential learning, problem-based learning, and so on. Though critiqued for being rigid, this system continues to be used in North America and also in large parts of Asia.

Nowadays, the definition of credits in higher education systems may be based on different parameters, such as contact hours, student workload and learning outcomes.

3. Workload: The Concept and the Trend

The workload based system was initiated in Northern part of Europe in the second half of the 1970s. It further became popular with the emergence of theories such as student-centered learning, active learning, participatory learning, and experiential learning, on the accounts of theorists such as John Dewey, Jean Piaget, Carl Rogers, and Lev Vygotsky. This system takes into account hours of not simply classroom activities, laboratories, workshops, and internships, among others, but also time spent for independent and group studies associated with these activities.

At the end of the 1980s, and at the birth of the Erasmus programme, the European Credit Transfer and Accumulation System (ECTS) initiative was introduced to facilitate the mobility of students and recognition of their credentials. It is a student-centred system based on the student workload required to achieve the objectives of a programme of study. A workload is a key element of the learning-outcomes based educational system.

ECTS was taken on board by the Bologna Process in 1999 (and included in the Bologna declaration) and it became the cornerstone of the student centred/ active learning approach. It is now the formal system of 48 signatory countries of the Bologna Process, including the European Union and Russia. Recently, it was introduced to the Central Asian Countries. In Latin America the same approach was introduced to improve quality on the design and delivery of degree programmes. The Latin American Reference Credit (CLAR) system is a result of internal discussions and decisions of the region's 18 Ministries of Higher Education which have adapted the system to their needs.

Thus, this approach seems to be part of an emerging global trend. In Asian region, a comparative initiative has been taken for mobility and credit transfer purposes. China has also expressed interest to develop a workload based/learning based system.

In ACTS, Credit was defined as a measure of workload required for a typical learner to achieve the objectives of a programme, specified in terms of the predetermined learning outcomes and competences that is expected to be acquired. A credit thus measures student workload required to achieve expected learning outcomes.

In ACTS, Workload is an estimated account of the learning activities such as lectures, seminars, projects, practical activities, work placements, individual studies all measured in time, which a learner typically needs to achieve the defined learning outcomes.

These two definitions might be the pillars of an African Credit Transfer System.

4. The Rationale for a Credit System

The importance of a common credit system for internationalization of higher education was understood early in the 1990s, as for example reflected in the UNESCO World Declaration on Higher Education for the Twenty-First Century: Vision and Action (October 1998). A common credit system is key for harmonizing different higher education systems—characteristic of the African continent—and central to the African Union’s Agenda 2063 which explicitly states the critical need for harmonization of education standards and mutual recognition of academic and professional qualifications in the continent. This was further pronounced in CESA 2016-25 which affirms that “Harmonized education and training systems are essential for the realization of intra-Africa mobility and academic integration through regional cooperation”.

A credit system is a key instrument for the accumulation and transfer of knowledge, skills and (wider) competences expressed and measured in terms of student workload and learning outcomes. The objectives and importance of a credit system in the higher education sector are intended to

- Promote student mobility
- Improve the comparability and compatibility of study programmes
- Render more transparency to study programmes
- Provide more flexibility and diversity of pathways
- Facilitate easier development of well-balanced programmes
- Promote feasibility of programmes
- Enhance quality of programmes
- Advance recognition of (periods of) studies taken elsewhere successfully
- Facilitate different types of learning such as informal, non-formal, formal, part-time, among others.
- Facilitate more substantive collaboration among different higher learning and research institutions towards a common higher education space.

For continents and sub-continents with a desire to harmonize their higher education systems and those with interest in articulating and building a common area of higher education, developing a common credit transfer system continues to be of utmost importance.

5. African Higher Education System

5.1. Introduction

One of the challenges facing African higher education system is the difficulty in transferring part or whole of a study from one region to another or from one institution to another. This is due to lack of reliable tools for measuring student achievements in a transparent way as well as the absence of defined systems which allow adequate recognition of degrees and other credentials among institutions and between countries.

The concept of “credit” refers to the amount of learning contained in a qualification or part-qualification (SAQA, 2014). In the Bologna system, credits reflect the total workload required to achieve the objectives of a programme—objectives which are specified in terms of the learning outcomes and competences to be acquired—and not just through lecture hours. It makes study programmes easy to read and compare for all

students, local and foreign, and therefore facilitates mobility and academic recognition (Khelfaoui, 2009). Little information is available on how a period of study is recognized—both among universities and between countries in Africa.

In Africa, there is no common and reliable means of measuring and transferring acquired knowledge. In some countries, the concept of credit has limited understanding and a variety of meanings and different applications. There is thus a compelling need to understand and recognize the different types of credits systems that are being used in different parts of Africa and hence this endeavor to establish one.

A study was carried out to investigate the different types of credit systems that exist in African countries. It is anticipated that this endeavor will contribute to the realization of transferability of studies in the continent possible by promoting comparability of degrees, diplomas and certificates. The contribution of a streamlined continental credit system—for the development of the African higher education space in particular the integration of the continent in general—is paramount.

5.2. Methodology

This study was carried out through a questionnaire survey distributed to country participants in the Tuning Africa Phase II project (2015-2018). Country participants with an average of four institutional membership in each country were requested to complete questionnaires. Responses were received from 35 African countries, as indicated in Table 1.

After the surveys were completed, they were subjected to verification by respective regulatory agencies or ministry officials in their countries (where the former does not exist). The analysis of the various country reports constitutes the focus of this section.

5.3. Results

5.3.1 Status of Regulatory Agencies in African Countries

Among the 35 countries covered in this survey, 25 of them have national regulatory agencies. Three of the five countries in North Africa in this study have national regulatory agencies. All the countries in North Africa under this study are committed to the Licentiate-Masters-Doctorate (LMD) reforms.

Table 1: Status of National Regulatory Agencies in the Countries under Study

Region	Countries covered by the study	Countries with established quality assurance regulatory agencies
Northern	Algeria, Egypt, Libya, Mauritania, Morocco, Tunisia	Egypt, Libya, Tunisia
Southern	Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibia, South Africa, Swaziland, Zimbabwe	Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibia, South Africa, Zimbabwe
East	Burundi, Djibouti, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Madagascar, Mauritius, Somalia, Sudan, Tanzania, Uganda	Burundi, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Sudan, Tanzania, Uganda
West	Benin, Burkina Faso, Cape Verde, Cote d'Ivoire, Mali, Nigeria, Senegal	Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) for Benin, Burkina Faso, Cote d'Ivoire, Mali, Senegal. Regulatory agencies in Cape Verde, Mali, Nigeria
Central	Cameroon, Democratic Republic of Congo (DRC)	Cameroon
Total		

In Southern Africa, there are well established quality assurance regulatory agencies in Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibia, South Africa and Zimbabwe. The ministries of education currently carry out regulatory functions for higher education in Angola, Madagascar, Malawi and Mauritius. All the Southern African countries under this study, except Angola, have credit systems.

In East Africa, Djibouti and Somalia have no national quality assurance regulatory agencies, while Burundi, Eritrea, Ethiopia, Kenya, Rwanda, Tanzania and Uganda have well established national quality assurance agencies.

In West Africa, the Ministry of Education and Conseil Africain et Malgache pour l'Enseignement Supérieur (CAMES) provide regulatory functions for higher education institutions in the French speaking countries of Benin, Burkina Faso, Cote-d'Ivoire, Guinea, Mali, Niger, Senegal, and Togo. Although Guinea Bissau is a Portuguese speaking country, it has also subjected itself to the regulatory activities of CAMES. As expected in existing regional protocols such as CAMES and the ECOWAS Convention on the recognition and Equivalences of Education, some Member States (Cape Verde, Ghana, Mali, Nigeria, Senegal and Sierra Leone) have established national regulatory agencies.

Only three countries were covered in Central Africa under this study. Higher education regulations in Cameroon is under the CAMES system, while that of the Democratic Republic of Congo is under the control of the Ministry of Education. The number of countries with national higher education regulatory agencies has increased since the report produced by Materu (2006) on the same subject.

5.3.2 The Prevalence of a Credit System

In North Africa, all the countries in this study are committed to the LMD system; and credit systems operate in their higher education institutions. However, not all the universities in the five countries employ a credit system. Some universities are still using the old British system.

In Southern Africa, only Angola lacks a credit system. All the other eight countries have one form of credit system or another. All universities in Madagascar, Mauritius, Namibia and South Africa maintain a credit system. As in the case of the North African countries, not all universities in Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique and Swaziland currently operate a credit system. In Zimbabwe, 15 universities have committed to change from Course Unit System to Credit System.

In East Africa, a credit system started with Kenya in 1968; and in 2012, Burundi became the latest country to adopt the system. It is only in Somalia that a credit system does not exist in east Africa. Some of the countries, such as Djibouti, have not been able to apply a credit system to their medical programmes.

In West Africa, a credit system started in Nigeria in 1968 and developed widely between 2008 and 2010 in other countries. Some programmes in medicine are exempted from the credit system.

In Central Africa, a credit system started in Cameroon in 2007 and most universities there operate the LMD. Not all universities in the Democratic Republic of Congo (DRC) operate a credit system though LMD is at a pilot phase at the University of Lubumbashi.

There are various publications in the different regions on their operations of a credit system. Countries where these publications have been produced include Algeria, Cameroon, Madagascar, Mozambique, Nigeria, South Africa, and other countries under the purview of CAMES protocol.

5.3.3 Measuring Credit

Generally, the process of accreditation includes peer reviews, site visits and a report to establish quality, capacity, outcomes and need for improvement.

In North Africa, credit is measured in terms of the teacher contact hours with the learners. In some cases, both the staff contact hours and the time taken for the students to carry out independent studies are taken into consideration. Tunisia is an exception.

In Southern Africa, most of the countries use notional hours including contact time, structured learning, workplace learning, assessment and self-study. (One credit amounts to 10 notional hours.) However, in Mauritius, a credit is based on staff contact hours where one credit unit is equivalent to one hour lecture or three hours of practical or one hour of tutorial that spans over 15 weeks.

In many countries in East Africa, contact hours and independent work of students are employed in determining credit. However, in Ethiopia and Djibouti, contact hours are employed for measuring credit.

In West Africa, credit is measured using the staff contact hours only. In Nigeria, one credit unit means a course work of one hour lecture or three hours of practical or one hour of tutorial, over a 15-week semester term.

Similarly, contact hours are used to measure credit in Central Africa. There are few universities which are using both contact hours and students learning hours in the calculation of credits.

5.4 Value of Credits in Different Levels

A credit does not have the same value in the countries and regions studied, as shown in Table 2. One credit load is made up of 20 to 25 hours of teaching and learning hours. In some other cases, it is one hour of teaching over a period of 15 to 16 hours, or practical classes of two to three hours over a semester made up of 15 to 16 weeks.

Table 2: Values of One Unit in Different Regions

Credit system	Value of one credit unit course	Region where applicable
Contact hours teacher's workload	1 hour of lecture over 15 weeks	Northern Africa, Western Africa
	2 hours of practical over 15 weeks	Northern Africa
	20-25 teaching and learning hours	Northern Africa
	3 hours of practical for 15 weeks	Western Africa
	1 hour of tutorials for 15 weeks	Western Africa, Northern Africa
Learners' centred	10 hours of notional hours made up of contact time, structured learning, workplace learning, assessment, and self-study Southern Africa, Eastern Africa	
	15-18 hours of notional hours made up of contact time, structured learning, workplace learning, assessment, and self-study	Eastern Africa
	15 hours of lectures and 10 hours of independent work	Eastern Africa

In Eastern and Central Africa, contact hours and independent work of students are employed in determining the value of credits. Accordingly, one unit is equivalent to 10 notional hours; one credit is equivalent to 15 to 18 contact hours or students workload; and one unit is equivalent to 15 hours of lectures and 10 hours of independent work.

In many countries in West Africa, contact hours are used in determining credits. Accordingly, one credit is equivalent to one contact hour or three hours of practical or one hour of tutorial per week for 15 weeks. The credit load per year varies from institution to institution and from country to country, as shown in Table 3.

Table 3: Credit Load per Year

Region	Credit Points Per Year
North	30 – 60 units
South	18 – 60 units
East	36 – 60 units
West	30 units, 48 units, 60 units
Central	36 – 60 units

The credit load for various programmes is different among the regions as shown in Table 4. However, a common credit point per year across the continent appears to be 60 units.

Table 4: Credit Loads for Different Programmes

Region	Bachelors	Masters	Doctorate
Northern	120–180	36 units or 130–136 units	No information provided
Southern	60, 100, 120 credits	60, 120, 180	120, 360, 480
East	In Burundi, 180 (But 420 for Medicine and 240 for Engineering) 60, 135, 120, 180 units for others	120–136, 360	
West	180–360	36–180	120
Central	108–180	120	300

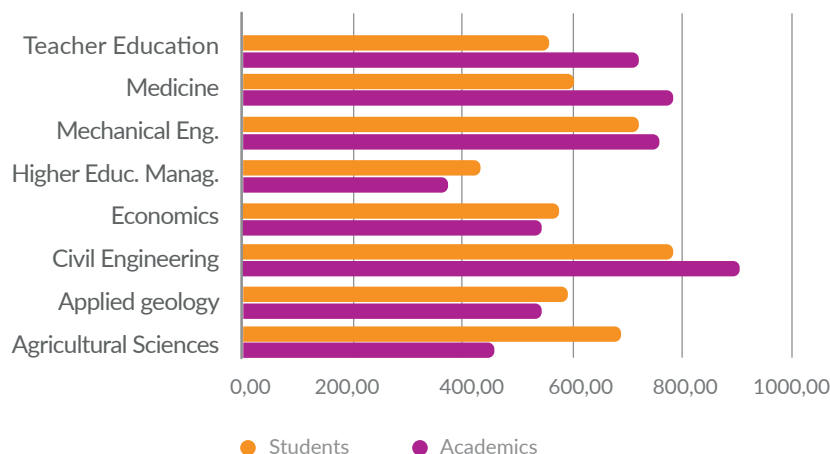
6. Workload in Africa: Highlights of a Study

A study was undertaken to establish the scope and prevalence of workload in African higher education systems based on a survey which involved 571 academics and 5,266 students in 107 institutions which are participating in the Tuning Africa II Project (2015-2018). The study explored the extent of workload to learn a unit/course/module in a semester on the basis of contact hours and independent work.

The study examined workload by field/discipline which included seven undergraduate disciplines: Agricultural sciences, Economics, Civil Engineering, Mechanical Engineering, Applied Geology, Medicine, Teacher Education, and one post-graduate programme: Higher Education Management. Except Teacher Education, a striking similarity of opinion between students and academics, as regards to contact hours vs independent work, is recorded. In a similar trend academics and students from all the five African regions—North, South, Central, East, West—have exhibited considerable congruity on the number of contact hours vs independent work to learn a unit/course/module in a semester.

Figure 1 presents the number of hours that students and academics thought it would be required to complete all the requirements of a unit/course/module in a semester, per fields/discipline, taking into account both contact hours and independent work. Civil Engineering stood highest, followed by Medicine and Teacher Education, for academics. Civil Engineering stood again the highest, followed by Teacher Education and Applied Geology, for students.

Figure 1: Hours Needed to Complete All the Requirements of a Unit/Course/Module in a Semester per Disciplines/Field



According to the study, the student workload over a period of a year spans from 1,350 to 1,800 hours, which Tuning Africa II project endorsed after further deliberation. This compares relatively well with Europe standing at 1,500 to 1,800 hours and Latin America at 1,440 to 1,980 hours for both contact hours and independent work.

7. Conclusion

African higher education has an array of schemes in credit systems, credits, and workloads without whose harmony the key mission of the continental higher education space in particular and the African Union's vision—of an integrated, prosperous and peaceful continent—in general may remain elusive. Hence, the need for a systematic and rigorous description and analysis of establishing common and basic, but key and critical, frameworks and pillars of the harmonization process.

Through extensive research undertakings and intensive dialogue of the Tuning Africa II project, the definition of a credit system and workload have now been established. The project also agreed to the total number of hours of a workload per year.

From the study, the following findings can be deduced about the state of the art of credit in African higher education system.

- i. Credit system has been functional in the African Higher Education systems for many years.
- ii. African universities consider credit as a tool for measuring the load of the teacher rather than as an expression of the volume of learning based on defined learning outcomes and associated workload.
- iii. In many African institutions, credit is measured based on the contact time with the teacher.
- iv. Credit does not have the same value in all the countries and regions. (Anglophone and Francophone credit systems differ.)
- v. There is currently no credit transfer system among institutions in Africa.
- vi. The load of credit is not comparable among institutions in Africa.

8. Recommendation

1. There is a compelling need to have a common agreement on the definition and value of a credit in the African higher education systems in order to promote transferability and comparability—key to harmonizing the African higher education space and promote mobility.
2. There is a need for consensus on the workload of a credit unit. The general trend is that 60 credits are equivalent to the workload of full-time student during one academic year. We thus recommend to adopt this widespread international trend of 60 credits for Africa.
3. There is a need for consensus on the number of credit units for each year and for the different programmes, i.e. Bachelors, Masters and Doctorate.
4. There is a need for a consensus on the student workload over a period of a year which straddles between 1,350 and 1,800 hours. We thus recommend to adopt between 1,350 and 1,800 hours of workload for Africa which sits well within the international norms.
5. There is a need for a harmonized continental credit system that balances the different systems that span the continent: Anglophone, Francophone and Lusophone countries.

9. References

Khelfaoui, H. (2009) The Bologna Process in Africa: Globalization or Return to “Colonial Situation”. *Journal of Higher Education in Africa* 7, 21-38.

Materu, P. (2006) Higher Education Quality Assurance in Sub-Saharan Africa *Status, Challenges, Opportunities, and Promising Practices*. *World Bank Working Paper No. 124*. Washington DC: The World Bank.

South African Qualification Framework (2014) Policy for Credit Accumulation and Transfer within the National Qualification Framework, pp. 4. Pretoria, South Africa: SAQA.

UNESCO (1998). World Declaration on Higher Education for the Twenty-First Century: Vision and Action and Framework for Priority Action for Change and Development in Higher Education. Paris, UNESCO. http://www.unesco.org/education/educprog/wche/declaration_eng.htm#world%20declaration

Annex II

Minutes of ACTS Launch Workshops for HAQAA2

Abidjan, 8 – 9 June 2022

Summary and outcomes of the first re-launch workshop

Held back-to-back with the HAQAA2 Advisory Board meeting, a one-day workshop was organized on Abidjan on 8-9 June, where major African regional associations and networks for higher education and quality assurance, as well as the Task Force members and several invited experts, revised the work done on the ACTS in 2018 and discussed how the proposal could be taken forward, disseminated and implemented in their regions and systems.

The first two sessions (1. A Credit System from a global perspective and 2. ACTS: A credit system proposal for Africa) gave important context regarding credit systems and also re-visited the purpose behind the work that had been done on ACTS in 2017-18. The session entailed intense debate by the participants

The European experience with ECTS was very meaningful for the discussion, particularly because of the similarities between the current situation in Africa and the time ECTS was first launched in Europe in the 1980s. At this time, the procedures for recognition of foreign studies were rather rigid and based on a detailed comparison of curricula. Furthermore, it was quite common that higher education systems were based on the use of contact hours. However, these lacked a good account of the work a student was expected to do during his/her studies. The work that students were expected to do autonomously through independent studies, project work, or periods of practical training were not accounted for. This situation also appeared clearly in the contribution made from Latin America.

In addition, and again with similarities to Africa, there were and are a wide diversity of higher education structures, approaches and traditions across continents (Europe, Asia, Latin America). Higher education institutions in the different contexts combine different learning activities to develop programmes, but the proportion of classroom teaching, practical work, autonomous work, project work, and so on, varies greatly. Only Europe has a common credit system (ECTS), which has gained political and institutional acceptance and implementation over time. In Southeast Asia, four systems coexist (ACTS, UMAP, UCTS, AACs), involving in some cases different countries or attached to different organisations and projects. And in Latin America, no credit system has been formally implemented, but there are national systems in several countries that adopted the 'CLAR' as a reference. What has been learned from the experiences of other regions is that a credit system based on contact hours would not give a sufficient account of the equivalence between courses, even though the expected learning outcomes were equivalent.

The majority of the systems discussed in Session 1 have undertaken research on the number of hours that are necessary to achieve learning outcomes. Different types of interrelated elements that influence “productivity”—i.e. the time to obtain the required level of learning by a student—could be identified. These include: diversity of traditions; curriculum design and context; coherence of curriculum; teaching and learning and assessment methods.

The extensive discussions forced a modification of the third session scheduled for 8 June. As a result, both group work sessions were held consecutively on 9th June. The three groups formed had a regional composition in order to be able to address the guidelines for Session 6 (See Annex with Groups composition).

After two and a half hours of group sessions, the following **conclusions** were presented in plenary:

Firstly, a number of aspects were identified that highlight the importance of the ACTS for the African context:

- Facilitate recognition and comparability.
- Promote flexible learning pathways.
- Connect with and reinforce Qualification Frameworks (linked to the prior)
- Support the role of universities in SDG4.
- Introduce in many contexts the language of Learning Outcomes and Student Workload.

Beyond these benefits, there is a compelling need to have a common agreement on the definition and value of a credit in the African higher education systems in order to promote transferability and comparability—key to harmonizing the African higher education space and to promoting mobility.

A second aspect shared in the discussion was related to the main barriers identified by the groups for a future implementation of ACTS in the African context:

- Lack of awareness of the ACTS (and the importance of a credit system) and how it can and must relate to other institutional processes (QA, governance strategy, information sharing).
- Lack of awareness of its added value as part of the Pan-African Quality Assurance and Accreditation Framework and how it complements continental integration processes
- Difficulty in changing behaviors at institutional level, from a teacher and student perspective.
- Different regulatory mechanisms at national level.
- Lack of continental support
- Non-alignment with major regional initiatives: STISA 24, Vision 2063, Addis Ababa Convention (not ratified in all African Member States), UNESCO Global Recognition Convention.

Faced with these difficulties, the groups discussed what actions could be implemented to move forward with the adoption of ACTS in the African context. The following proposals were identified:

- Seek synergies between the various existing initiatives, including those of regional communities which has already explored the possibilities of a common credit system and/or are committed politically to this (East Africa, SADC)
- Wider ratification of the Addis Ababa and Global conventions.
- Conduct information campaigns at sub-regional, state and institutional levels the benefits of ACTS and how it's introduction could shape African higher education
- Encourage the creation of a project team at the African Union, but also at sub-regional and state/country levels with focal points. Promote dynamic involvement and leadership of the AU and AUC in this process.
- Strengthen the role of regions and trans-regional bodies: CAMES, AAU, REESIRAC, REESAO that would be important stakeholders in the promotion of the ACTS, in conjunction with focal points as mentioned before

- Organise inter-regional workshops/ facilitate inter-regional dialogue, to ensure discussion on ACTS cross-linguistic and regional lines
- Conduct targeted awareness campaigns to change mind sets with key actors (students and professors).
- Consult national regulatory agencies and universities on how ACTS can be translated into their respective systems and legislative frameworks and compatibility with existing credit systems

The workshop endorsed the next activities that would be undertaken with the support of the HAQAA initiative, notably regionally focused workshops which would serve to further disseminate and debate the concept as well as the practical implementation of ACTS.

A new name for ACTS?

At the end of the plenary, there was a discussion on the acronym to be used for African Credit. In the first session of the workshop on “Credits from Global perspective”, the speaker from Asia (ASEAN University Network) showed the four existing credit systems in that region, one of which had the same acronym as the African credit (ACTS). It was therefore decided that a new acronym was needed and some options were put forward (PANACTS; AfriACTS; AfrACTS) Since no agreement was reached, it was decided to leave the responsibility to the African Credit Transfer System Task Force (ACTS-TF) to come up with a new acronym shortly.

Agenda

Wednesday 8 June 2022		
TIME	TOPIC	PRESENTER
14:00 – 14:10	Official welcome and introductions - Elizabeth Colucci (OBREAL Global) - Olusola Oyewole (AAU) - Christoph Hansert /Stefan Bienefeld (DAAD)	OBREAL Global / HAQAA2 Implementing Team
14:10 – 14:30	Welcome Address: The Minister Professor Adama DIAWARA, Minister of Higher Education and Scientific Research	
14:30 – 15:30	Session 1: A Credit System from a global perspective <i>Round Table (1 hour) – 4 panelists (virtually)</i> - Recognition and credit mobility. Main characteristics. (European Expert – Howard Davies, Senior Advisor, EUA/HAQAA2 Expert) - What do we mean by ‘student workload’ and why does this matter is related to credits and recognition? Brief explanation of ECTS. (Michael Gaebel, Head of Higher Education Policy Unit, EUA/BFUG representative) - National experiences in Latin America moving forward a regional credit system (Marina Larrea – Director of International Cooperation – Ministry of Education in Argentina) - Asia and its development in credit system (Choltis Dhirathiti - Executive Director of the ASEAN University Network (AUN))	<u>Chair:</u> Olusola Oyewole (AAU)
	Questions and Answers	
15:30 – 16:30	Session 2: ACTS: a credit system proposal for Africa <i>Round Table (1 hour) – 3 panelists</i> - Introduction of the importance of an African Credit system. State of the art of National and Regional Credit initiatives. Connection of ACTS with other Recognition mechanisms in Africa (Olusola Oyewole - Secretary General of the AAU) - Student Workload measurement as a basis of ACTS. Some findings in different regions. (Pablo Beneitone - OBREAL Global) - Key elements of ACTS proposal. (Hortense Atta Diallo - Vice Rector of Nangui Abrogoua University – Ivory Coast)	<u>Chair:</u> Stefan Bienefeld (DAAD)
	Questions and Answers	

16:30 – 17:30	Session 3: Group Discussion 1 (1 hour) Brief Introduction to Work Discussion 1. Group composition (5 or 6 groups). Presentation of Questions to be discussed and answer in each group - Are any other Key elements which should be included in ACTS proposal? Which ones? - What would be the main barriers for the uptake of ACTS in your country/region? - How could these obstacles be overcome? <i>Resource persons : Matete Madiba, Charles Onana, Ahmed Elgohary, Goski Alabi</i> Summary and preparation of a short report to be presented at plenary next morning Questions and answers	
Thursday 9 June 2022		
09.00 – 10.00	Session 4: (1 hour) - Reporting from groups about internal discussion and main findings/agreements on the three questions proposed on Session 3. Open discussion. - Brief Introduction to Group Discussion 2. Group composition (5 or 6 groups). Presentation of the topics to be discussed and answer in each group	Chair: Ana Maria Nhampule (Vice Rector of Universidade Joaquim Chissano, Mozambique)
10.00 – 11.30	Session 5: Group Discussion (1. 30 hour) Topic 1: In order to install ACTS discussion in your region/ country, which strategies do you propose? Identify 5 main steps/strategies to be implemented Topic 2: In order to inform the academic community in your country/region about ACTS and its importance/ relevance, draft a Seminar/Workshop proposal to develop in your country/region, identifying: - Target groups to be invited - Number of participants - Format (virtual, face to face, hybrid) - Structure of the encounter (one day, half day; workshop or seminar) - Sessions to be developed (main aspects to be discussed) - Main results expected of the encounter <i>Resource persons : Matete Madiba, Charles Onana, Ahmed Elgohary, Goski Alabi</i>	
11.30 – 12.30	Session 6: (1 hour) Closing Plenary. Reporting from groups about internal discussion and main findings / agreements in relation to Topic 1 and 2.	Chair: Olusola Oyewole - Secretary General of the AAU
12.30 – 12.40	Closing remarks	

List of Participants

Name	Organization	Country
Kibrome Mekonnen	Ethiopia	Ethiopia
Juma Mukhwana	Kenya National Qualifications Authority (KNQA)	Kenya
Ben Ruhinda Gakwaya	IUCEA Rwanda	Rwanda
Michael Mawa	IUCEA Uganda	Uganda
Maria Luisa Lopes Chicote	CNAQ Mozambique	Mozambique
Jeffy Mukora	CNAQ Mozambique	Mozambique
Tafadzwa Rusive	SARUA Zimbabwe	Zimbabwe
Ana Maria Nhampule	Mozambique	Mozambique
Ntemela Rachel Madiba	University of Pretoria South Africa	South Africa
Nodumo Dhlamini	AAU Zimbabwe	Zimbabwe
Stephen Simukanga	SAQAN Zimbabwe	Zimbabwe
Michael Gaebel	EUA Belgium	Belgium
Amr Ezzat Salama	AArU Egypt	Egypt
Ahmed Elgohary	Egypt-Japan University of Science and Technology	Egypt
Youhansen Eid	NAQAAE Egypt	Egypt
Stefan Bienefeld	DAAD Germany	Germany
Michaela Martin	UNESCO France	France
Goski Alabi	ANIE Ghana	Ghana
Olusola Oyewole	AAU Nigeria	Nigeria
Caseley Olabode Stephens	AUC Nigeria	Nigeria
Peter Kwasi Kodjie	AASU Ghana	Ghana
Abdoulaye Salifou	UNESCO Nigeria	Nigeria
Juru Eglantine	AAU Rwanda	Rwanda
Abdallah Baguma	EAQAN Rwanda	Rwanda
Zakari Lire	CAMES Burkina Faso	Burkina Faso
Jackson Jioleo Lontchi	ASAF Cameroun	Cameroun
Aissatou Sy-Wonyu	AUF Cameroun	Cameroun
Charles Awono Onana	Université des Montagnes Cameroun	Cameroun
Sarah Lange	DAAD Germany	Germany
Wail Benjalloun	UNIMED Morocco	Morocco
Lamine Gueye	ANAQ-Sup Senegal	Senegal
Abdou Cissé	ANAQ Sup Senegal	Senegal
Bernard Zuppinger	AUF France	France
Pr. DIALLO- ATTA Taky Hortense	UNA, Abobo-Adjamé Cote d'voire	Cote d'voire
Adama DIAWARA	Cote d'voire	Cote d'voire

ANNEX III

Minutes of ACTS National Workshop: Ethiopia

Addis Ababa, 5 October 2022

Participants: Olusola Oyewole (Secretary General of the AAU), Damtew Teferra (AAU), Ana Maria Nhampule (Universidade Joaquim Chissano, Mozambique), Stephan Bienefeld (DAAD), Sarah Lang (DAAD), Elizabeth Colucci (OBREAL), Nicolás Patrici (OBREAL), Apiyo Okwiri (OBREAL) Pablo Beneitone (OBREAL)

The original Workshop agenda was restructured and it was decided to focus on the Ethiopian credit experience. Prof. Abebaw Yirga Adamu from Addis Ababa University made a comprehensive presentation of the credit system in Ethiopia and its connection with ACTS.

He emphasised that for many decades credit in Ethiopia was centred on teacher time, inspired by the American credit of 1 credit = 16 contact hours. Since 10 years ago a new credit was introduced, inspired by the European ECTS and student-centred learning, where the value of 1 credit was set at 27 hours of total student workload. This introduction implied a shift from a teacher-centred to a student-centred learning. For this purpose, a group of experts elaborated a *Guideline for the Implementation of EtCTS* (Ethiopian Credit Transfer System), which would involve:

- Facilitate implementation of Competence-Based Curriculum
- Enhance the transparency and comparability of study programs, study periods and qualifications, and
- Facilitate student mobility within and across universities

In Ethiopia there is no official regulation on credits, only this Guideline. Given the autonomy of universities, the incorporation of this new credit system has had a poor and inconsistent implementation, which it is reflected in:

- Not been achieved at national level (e.g., private HEIs are using credit based on contact hours).
- Not well-understood among the Higher Education community the relation between Competence-Based Curriculum, learning outcomes and student workload.
- Parallel implementation of both systems (EtCTS and Credit based on contact hours).
- Allocation of credits is mainly based on contact hours.
- Some allocate haphazardly and is less than a semester workload.

Afterwards, the discussion focused on different reasons that would explain the difficulties in implementing student workload-based academic credit in Ethiopia:

- Lack of clear national policy/directives on the purpose and use of the credit system.
- Universities did not properly communicate the assumptions, purposes, and benefits of the learning outcomes and student workload-based credit.

- Teachers and students associate the new credit system (EtCTS) with its grading system rather than its features relating to student workload and learning outcomes.
- Ethiopia attracts few degree-seeking international students; it thus has less incentive to facilitate student mobility and recognition of study periods and qualifications
- Universities do not respect their academic calendar year in and year out.

It was concluded that the incorporation of ACTS could be a good opportunity to have a clear policy and directive on credit across the country irrespective of ownership and types of university. Also, it will help to reemphasize the purpose and benefits of a credit system based on learning outcomes and student workload.

Difficulties in both Ethiopian and European contexts regarding the allocation of credits to doctoral programmes were also shared.

Based on the reflections of the presentation made by Prof. Abebaw Yirga Adamu, the participants proposed different actions in the short and medium term.

For the short term (from now till the end of HAQAA2) and regarding the process of revitalisation of the ACTS, it was decided to replicate this focused exercise conducted in Ethiopia (Discussion Group) in the next meeting African Quality Assurance Network Conference (AfriQAN) which will be held in Mozambique (25-27 October) and in the Final HAQAA2 Event which will be held in Ghana (6-9 December). For this purpose, it will be relevant to convene local/national experts in each of these areas to describe the national credit situation and analyse the link with the ACTS.

For the Mozambique meeting, Ana Maria Nhampule will be the person in charge of organising and leading the Discussion Group, with the participation of other ACTS Task Force members in person and virtually. For the Accra meeting, the AAU will be responsible. A similar virtual meeting with a CAMES member is also expected to take place before the end of the year, incorporating the perspective of francophone countries. From OBREAL will contact CAMES in order to organise this Discussion Group.

A format for the Discussion Groups was proposed, which should include 5 elements to be considered:

1. Teacher Centred Learning
2. Student Centred Learning
3. Learning Outcomes
4. Student workload
5. Conversion on credits and Credit Allocation.

The information gathered in these Discussion groups will be very relevant for the elaboration of a future strategy for the implementation of ACTS on a continental scale.

In the medium term, and in a future project, it was suggested to take into account National Regulation Agencies and Regional Bodies perspectives as key actors in the process of implementation of ACTS.

Finally, it was also proposed to resume the discussion in Ghana next December on a new acronym for ACTS (AfriACTS; AfrACTS, other).

ANNEX IV

Agenda of ACTS National Workshop: Mozambique

Maputo, 27 October 2022

Objetivo: Promover o diálogo regional sobre a importância do Sistema Africano de Acumulação e Transferência de Créditos (ACTS) para a mobilidade internacional e o reconhecimento académico, identificando claramente os principais desafios para a sua implementação e também propostas para o seu avanço.

Participantes: 30 representantes de instituições de ensino superior moçambicanas

Quinta-feira, 27 Outubro de 2022		
HORÁRIO	TÓPICO	Oradores
13:30 – 13:45	Abertura Oficial e Notas Introdutórias	OBREAL Global / HAQAA2 Implementing Team
13:45 – 14:30	Sessão 1: ACTS: Uma Proposta do Sistema de Créditos para África <i>Mesa Redonda (45 min) – 2 painelistas</i> - Importância de um sistema africano de créditos. Estado da arte das iniciativas nacionais e regionais de Créditos. Ligação entre ACTS e outros mecanismos de reconhecimento em África - Elementos-chave da proposta de ACTS	Moderadora: Sarah Lang, DAAD Olusola Oyewole, Secretary General of the AAU Ana Nhampule, Vice Rector of Universidade Joaquim Chissano, Mozambique)
	Perguntas e Respostas	
14.30 – 15.15	Sessão 2: Créditos, Volume de Trabalho dos Estudantes e Resultados de Aprendizagem <i>Mesa Redonda (45 min) – 2 painelistas</i> - A importância do volume de trabalho dos alunos e dos resultados da aprendizagem para o desenho do currículo - Medição da carga de trabalho do aluno como base do ACTS. Algumas constatações em diferentes regiões.	Moderador: Olusola Oyewole - SG of the AAU Stephan Bienefeld, DAAD Pablo Beneitone, OBREAL Global
	Perguntas e Respostas	
15:15 – 15:30	Intervalo	
15.30 – 16.15	Sessão 3: Contexto nacional <i>Mesa redonda (45 min) – 3 painelistas</i> - Estado da arte das iniciativas de crédito ao nível nacional e na regional da África Austral - Potencial ligação entre o ACTS e os mecanismos de reconhecimento em Moçambique	Chair: Sara Lang, DAAD Jefy Mukora, CNAQ Alexandra Rodrigues, ISCISA Boaventura Cuamba, UEM
	Perguntas e Respostas	

16:15 – 17:15	Sessão 4: <i>Discussão Plenária (1 hora)</i> Perguntas para o Debate: • Já existem experiências no trabalho com sistemas de crédito nas IES representadas no Workshop? Se sim, como são tais experiências? • Quais seriam os benefícios do ACTS? • Quais seriam os desafios? • Quais seriam as principais barreiras para a adopção do ACTS na sua instituição? • Sente que a comunidade académica tem uma boa compreensão sobre a mudança da abordagem focada ao ensino para a abordagem focada na aprendizagem e do conceito de resultados de aprendizagem, volume de trabalho dos alunos e outros conceitos ligados aos ACTS? • O que seria necessário para implementar o ACTS nas universidades moçambicanas (decisões políticas, novos regulamentos, capacitação, etc.)? Por favor, defina três ações-chave para possível implementação. • Onde vê a ligação entre a ACTS e a garantia de qualidade interna e externa? Como é que isso pode funcionar no contexto moçambicano?	Moderadora: Ana Nhampule, Vice Reitora, UJC
17.15 – 17.30	Encerramento	Olusola Oyewole, SG of the AAU OBREAL Global / HAQAA2 Implementing Team

Minutes of ACTS National Workshop: Ghana

Accra, 6 December 2022

Objective: Promote regional dialogue on the importance of ACTS for international mobility and academic recognition, with clear identification of the main challenges for its implementation and also proposals for its advancement.

Participants: 25 persons. Representatives from Ghanaian higher education institutions and government stakeholders

AGENDA

Tuesday 6 December 2022		
TIME	TOPIC	CHAIR
9:00 – 9:10	Official welcome and introductions (OBREAL Global / HAQAA2 Implementing Team)	
9:10 – 10:15	Session 1: ACTS: a credit system proposal for Africa <i>Round Table – 4 panelists</i> • Introduction of the importance of an African Credit system. State of the art of National and Regional Credit initiatives. Connection of ACTS with other Recognition mechanisms in Africa (Olusola Oyewole - Secretary General of the AAU) • Student Workload measurement as a basis of ACTS. Some findings in different regions. (Pablo Beneitone OBREAL Global) • Key elements of ACTS proposal (Damtew Teferra - AAU) Questions and Answers	
10:15 – 10:30	Coffee break	
10:30 – 11:30	Session 2: Group Discussion (1 hour) Brief Introduction to Work Discussion. Group composition (4 groups). Presentation of Questions to be discussed and answer in each group • Are there already experiences in working with credit systems in your institutions? If so, how are these experiences? • What would be the benefits of the ACTS system? What would be challenges? • What would be necessary to implement ACTS in Ghanaian universities (political decisions, new regulations, training, etc.)? Please define three key actions for further implementation. Summary and preparation of a short report to be presented at plenary	
11:30 – 12:00	Session 3: Plenary session • Reporting from groups about internal discussion and main findings/agreements on the questions proposed on Session 2. Open discussion. • Closing remarks	

The outcome of the ACTS workshop breakout groups on 6th December 2022 in Ghana:

Question One [1]

- **Are there already experiences in working with credit systems in your institutions? If so, how are these experiences?**
 - All the 3 groups recognised the existence of credit systems operating in Ghanaian universities. The experience though is that it is institutional-specific. Each institution determines the procedure to adopt in the process with varied grading systems. There is no national policy to guide that.
 - The assessment of the workload and outcomes differs from one institution to the other.

Question Two [2]

- **What would be the benefits of the ACTS system? What would be the challenges?**

Benefits

- It would lead to student and staff mobility. Especially in the sub-region where there is political instability, will enable the affected students to easily move from one African country to the other to continue their education without hindrance. Also, qualifications for employment will be readily accepted.
- Tool for comparing programmes, curricula
- Promote institutional linkages and collaboration
- Ease of assessment of qualifications
- Recognition of courses/programmes and qualifications offered in different institutions
- Comparability with foreign degrees/qualifications
- Job mobility

Challenges

- Structures in Ghanaian universities are not harmonised. There is no common ground to reduce the gap in the grading system in Ghanaian universities (different grading systems).
- There is no National Qualification Framework to serve as a benchmark
- Lack of expertise to help resolve some of the issues raised with ACTS.
- Lack of support for private tertiary institutions by the government which may hinder their cooperation
- Lack of capacity of developing instructional design (Development of expected learning outcomes)
- Different academic calendars
- Non-existence of uniform credit
- Resistance to change

Question Three [3]

- **What would be necessary to implement ACTS in Ghanaian universities (political decisions, new regulations, training, etc.)? Please define three key actions for further implementation.**
 - The ACTS working document should be published and discussed with key stakeholders to get the needed support.
 - To avoid resistance in the various institutions the benefits of ACTS should be shared widely.
 - There should be a revised national regulatory framework regarding the grading system of universities. This will lead to a national harmonised grading system for universities.
 - There should be general education and awareness creation.
 - Programmatic benchmarks
 - Working definition of Key terms (workload, notional hours, credit,...)
 - Need to have a National Qualifications Framework in place
 - Guidelines for implementing the harmonized ACTS
 - Inter-disciplinary groups to develop the body of knowledge
 - Academic calendar alignment
 - Alignment with Addis and Global Convention on Recognition of qualifications
 - Stakeholder engagement on the ACTS (Government, Educational Institutions, Learners)
 - Advocacy and awareness

